

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Jeudi (après-midi) 17 mars 2016

Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques

50 2015.RRGR.1038 Motion 264-2015 Geissbühler-Strupler (Herrenschwanden, UDC)

Quelle est la légitimité de la publication «reformiert.»?

Motion ayant valeur de directive

N° de l'intervention: 264-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 30.10.2015
Déposée par: Geissbühler-Strupler
(Herrenschwanden, UDC)
(porte-parole)
Fuchs (Berne, UDC)
Cosignataires: 0
N° d'ACE: 141/2016 du 10 février 2016
Direction: JCE

Quelle est la légitimité de la publication «reformiert.»?

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. de tirer au clair la répartition des tâches, des compétences et des responsabilités relatives à la revue *reformiert.* entre l'association *reformiert.*, la Fédération des Églises protestantes de Suisse (FEPS) et les Eglises cantonales réformées ;
2. d'informer les communes et tous les citoyens et citoyennes que *reformiert.* est une revue autonome sur les plans juridique, financier et rédactionnel à laquelle ni la FEPS ni les paroisses n'ont un droit de participation ou de codécision ;
3. de veiller à ce que toute personne contribuant à l'impôt paroissial puisse décider elle-même de s'abonner ou non à cette revue et de mettre un terme à l'abonnement automatique ;
4. de faire en sorte que les paroisses clarifient les coûts de cette revue et proposent d'autres moyens d'utiliser cet argent.

Développement :

719 932 exemplaires de la revue *reformiert.* sont distribués chaque mois en Suisse, soit 8 639 184 exemplaires par an. La fabrication et l'envoi de cette revue dans tout le pays coûtent environ douze millions de francs d'impôt paroissial. Même les personnes qui ne font pas partie de l'Eglise réformée la reçoivent. De nombreuses personnes ouvrent à peine leur numéro, ne s'intéressent qu'aux pages consacrées à la commune et beaucoup pensent que les politiques devraient enfin s'en mêler. Car l'envoi automatique de la revue *reformiert.* représente un énorme gaspillage financier et une absurdité écologique pour les Eglises réformées de Suisse mais aussi pour celle de notre canton.

La plupart des lecteurs et lectrices pensent que *reformiert.* est la publication officielle des Eglises réformées évangéliques de Suisse parce *reformiert.* s'affiche comme revue évangélique réformée pour la Suisse alémanique et romanche. Or selon nos investigations, la Fédération des Églises protestantes de la Suisse comme les Eglises réformées Berne – Jura – Soleure rejettent tout responsabilité à l'égard de *reformiert.* : « *Reformiert.* n'est pas la revue des Eglises réformées Berne – Jura – Soleure. C'est une revue autonome sur les plans juridique, financier et rédactionnel. » [trad.] Et en effet, si la revue ne portait pas la mention « revue évangélique réformée pour la Suisse alémanique et romanche », on pourrait penser qu'il s'agit de la publication d'un parti politique. Cette revue, le plus gros tirage de Suisse, bénéficie d'un certain pouvoir qu'elle peut utiliser pour de bonnes causes comme de mauvaises. Lorsque l'on passe en revue les dossiers de l'année 2014 (cours de religion dans le Lehrplan 21 ; non à l'initiative « Financer l'avortement est une affaire privée » ; offensive d'Exit pour l'autolibération des personnes âgées ; imagine-toi s'il n'y avait plus d'Eglises ; l'asile pour les homosexuels

persécutés en Afrique ; quand le rabbin fait une passe à l'imam, club de foot « religions » ; contre le oui aux initiatives sur les pédophiles, sur les minarets, sur les renvois et sur l'internement à vie ; pour des natels équitables ; traitement de la question des enfants placés ; la population veut autoriser le suicide des personnes âgées ; contre l'initiative Ecopop ; contre l'initiative « pour la primauté du droit suisse »), on constate malheureusement que les personnes d'avis divergent y sont vilipendées, diffamées et offensées.

Selon nous, d'autres critères s'appliquent à l'organe de communication des Eglises réformées qu'au journal d'un parti. Il doit s'abstenir de toute prise de parole et, si tant est qu'il s'exprime sur des projets soumis à votation, il doit présenter le pour et le contre de manière équilibrée et objective et s'abstenir de tout commentaire. Les membres de l'Eglise nationale évangélique sont de toutes les couleurs politiques. Ce n'est pas parce qu'ils ne partagent pas l'avis politique du rédacteur de *reformiert.* qu'ils sont meilleurs ou moins bons.

Il s'avère donc que la légitimité de la revue *reformiert.* ne tient qu'aux pages consacrées aux communes. Or les communes pourraient sans problème intégrer ces informations à leurs bulletins communaux.

Il faut absolument clarifier les choses pour que les communes et les citoyens et citoyennes qui paient l'impôt paroissial puissent décider de s'abonner ou non à *reformiert.* ou s'ils souhaitent que l'impôt paroissial serve à un autre projet.

Réponse du Conseil-exécutif

La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

Remarques préliminaires

L'association « reformiert. » regroupe en son sein quatre associations : « reformiert.Aargau », « reformiert.Bern | Jura | Solothurn », « reformiert.Graubünden » et « reformiert.Zürich » ; la Fédération des Eglises protestantes de Suisse ne compte pas, elle, au nombre de ses membres. Chacune des quatre associations édite un journal à son nom et l'association « reformiert. » se charge d'en coordonner la publication (à ce sujet, voir à l'adresse www.reformiert.info).

L'association « reformiert.Bern | Jura | Solothurn » est composée des paroisses abonnées à son journal et auxquelles il fait office de bulletin paroissial, de l'Union synodale Berne – Jura – Soleure, ainsi que de la Société pastorale réformée évangélique cantonale. Bien que la revue soit le fait d'une association indépendante de droit privé, elle ne peut pas être considérée comme un journal strictement privé tant du point de vue des citoyens que d'après les exigences liées au droit de vote. Elle possède plutôt un caractère officieux car, en plus d'être largement diffusée sous la forme d'abonnements collectifs, la publication sert de bulletin d'information aux paroisses et est financée par l'impôt paroissial. Dès lors, il faut considérer que le contenu des articles controversés en raison de l'opinion politique qu'ils expriment est imputable à l'Eglise nationale réformée évangélique du canton de Berne et aux communes qui sont abonnées à *reformiert.* (à ce sujet, voir l'arrêt du Tribunal fédéral du 18 mars 1992 [ATF 118 Ia 259 consid. 4c ; JdT, 1994, p. 11-12]).

Dans une décision sur recours du 21 septembre 1994, le Conseil-exécutif a établi que les déclarations politiques des organes et des représentants d'une Eglise nationale relèvent des affaires ecclésiastiques intérieures (JAB, 1995, p. 249). Plus concrètement, il a précisé, comme il l'avait déjà fait en répondant à de précédentes interventions parlementaires, que si l'on part du principe que les prises de position politiques sont de l'ordre des affaires ecclésiastiques intérieures, l'Eglise – contrairement à une corporation étatique de droit public – n'est pas contrainte d'assurer la neutralité de sa politique intérieure et, si l'Etat reconnaît les Eglises, rien n'oblige toutefois ces dernières à l'abstention, à la non-intervention et à la neutralité dans la sphère politique ; de plus, les Eglises sont tenues de se positionner par rapport au message chrétien et, partant, les prises de position politiques sont susceptibles d'être partiales. Le

Conseil-exécutif a en outre indiqué qu'il n'existe aucun pouvoir de contrôle en la matière sur le plan cantonal. Lorsque des organes ou des représentants de l'Église font des déclarations d'ordre politique, l'État ne peut pas les traiter différemment des autres groupes ou individus de la collectivité publique. Ainsi, les déclarations comme les actions des Églises sont au même niveau que celles des autres acteurs de la société qui prennent part au processus politique. Les Églises ne bénéficient pas en raison de leur statut particulier d'une plus grande protection que les autres groupements et, dans le cadre de la surveillance ecclésiastique, elles ne doivent pas non plus souffrir plus de restrictions dans leurs activités sociales que les autres associations participant à la vie politique à cause, par exemple, de leur autorité spirituelle. Par conséquent, les Églises ont la possibilité de s'impliquer dans le processus de formation de l'opinion publique par tous les moyens qui sont à la disposition d'un État de droit démocratique (voir JAB, 1995, p. 255 s).

Point 1 :

Comme précédemment indiqué, ni l'Église réformée évangélique, ni ses paroisses, ni la revue *reformiert.* ne doivent s'abstenir de prendre parti politiquement. Il appartient donc à l'Église nationale et à ses paroisses de déterminer la répartition des tâches, des compétences et des responsabilités si elles souhaitent que les déclarations politiques de l'association « reformiert. » ne leur soient pas imputées. De plus, la mise en œuvre du point 1 représenterait une ingérence inadmissible du canton dans les affaires ecclésiastiques intérieures.

Le Conseil-exécutif tient par ailleurs à relever que le journal *reformiert.* n'est pas l'organe d'information officiel des paroisses bernoises. En réalité, les organes de publication officiels des paroisses sont les feuilles officielles d'avis désignées par les communes municipales et les communes mixtes dans le périmètre concerné (art. 49c, al. 3 de la loi sur les communes ; RSB 170.11).

Point 2 :

Les campagnes cantonales d'information ne peuvent avoir lieu que si l'information est jugée d'intérêt public. Or le Conseil-exécutif estime qu'informer la population sur le statut légal de l'association « reformiert. » ne présente aucun intérêt public. En effet, les personnes intéressées peuvent aisément et en tout temps obtenir les renseignements nécessaires à l'adresse www.reformiert.info. L'impressum du journal renvoie d'ailleurs explicitement à cette page Internet. En outre, les paroisses bernoises qui se servent de la revue *reformiert.Bern | Jura | Solothurn* en tant que bulletin d'information font partie de l'association qui la publie, ce qui leur permet d'avoir, dans une certaine mesure, un droit de participation et de codécision.

Point 3 :

L'autonomie communale est garantie pour les paroisses. Elles sont donc à même de décider librement si elles entendent s'abonner à *reformiert.* et si la revue doit être envoyée sous la forme d'un tous ménages (il s'agit d'un envoi officiel non adressé en courrier A à tous les ménages et à toutes les cases postales privées, y compris lorsqu'il est indiqué qu'aucune publicité n'est souhaitée) ou uniquement à leurs membres. Aussi le Conseil-exécutif ne peut-il pas mettre en œuvre la demande du point 3.

Les paroissiens sont néanmoins libres de s'opposer aux modalités d'envoi par des moyens démocratiques. De surcroît, les personnes qui reçoivent *reformiert.* contre leur gré peuvent demander au service des abonnements de l'association « reformiert.Bern | Jura | Solothurn » de faire figurer leur nom sur une liste négative afin que La Poste cesse de leur transmettre la revue.

Point 4 :

Tous les ans, les paroisses bernoises rendent compte publiquement de leur budget et de leurs comptes à l'occasion de l'assemblée paroissiale. En matière de comptabilité, les paroisses sont soumises aux dispositions de la législation bernoise sur les communes et à la surveillance de l'Office des affaires communales et de l'organisation du territoire. Les paroissiens ont également la possibilité de consulter l'ensemble des factures et des justificatifs de paiement quand bon leur semble. La transparence de la comptabilité est donc pleinement garantie.

En raison de l'autonomie communale dont jouissent les paroisses, le Conseil-exécutif ne peut pas faire de propositions quant à la façon d'allouer les ressources destinées à la revue

reformiert. Les paroisses déterminent de manière indépendante comment elles affectent leurs recettes fiscales.

Proposition du Conseil-exécutif:

Rejet

Le président. Wir kommen zur Richtlinienmotion Geissbühler: «Welche Legitimation hat die Zeitschrift «reformiert.»? Sabina Geissbühler hat die Ziffern 1 und 4 zurückgezogen, es geht somit nur noch um die Ziffern 2 und 3, welche der Regierungsrat ablehnt. Wir führen eine reduzierte Debatte. Als erstes hat die Motionärin das Wort.

Sabina Geissbühler-Strupler, Herrenschwanden (UDC). Die meisten von Ihnen erhalten wohl ebenfalls die Zeitschrift «reformiert.». Auf der vordersten Seite steht «evangelisch reformierte Zeitung für die deutsche und rätoromanische Schweiz». Seit mehr als zwei Jahren schreiben Bürgerinnen und Bürger Leserbriefe an diese Zeitschrift. Sie schreiben dem Synodalarat, dem evangelischen Kirchenbund und den reformierten Kirchen Bern-Jura-Solothurn, weil sie nicht damit einverstanden sind, dass der Inhalt dieser Publikation nur in geringem Ausmass mit dem Glauben und mit der Kirche zu tun hat. Die Schreibenden wollen wissen, was sie noch tun können, nachdem sie bereits alles versucht haben. Nun hat eine Frau recherchiert und festgestellt, dass die Zeitschrift «reformiert.» finanziell, redaktionell und rechtlich unabhängig ist. Diese Angaben stammen vom Evangelischen Kirchenbund. Unter Punkt 2 fordern wir, dass man dies publik macht. Wegen dieser Zeitschrift sind nämlich bereits gläubige Menschen aus der Kirche ausgetreten. Diese Menschen wollen etwas anderes lesen als das, was sie auch in einer gewöhnlichen Tages- oder Wochenzeitung finden. Ich bitte Sie, der Forderung zuzustimmen, dass man an gut sichtbarer Stelle auf die Unabhängigkeit dieser Publikation hinweisen muss. Ausserdem sollte man das «reformiert.» auf einfachem Weg abbestellen können.

Le président. Ihre Redezeit ist abgelaufen. Wir haben darüber diskutiert, in welcher Form wir über dieses Geschäft debattieren wollen, und haben uns für eine reduzierte Debatte entschieden. Damit haben alle Fraktionen zwei Minuten Zeit.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Die BDP lehnt diese Motion einstimmig ab. Offenbar gefallen Sabina Geissbühler gewisse Artikel im «reformiert.» nicht, doch der Kanton der falsche Adressat für diese Beschwerde. Der Verein «reformiert.» gibt diese Zeitschrift heraus, und die Kirchgemeinden entscheiden demokratisch, ob sie sie mittels eines Kollektiv-Abonnements verteilen lassen wollen oder nicht. Die Verantwortlichkeiten betreffend diese Zeitschrift sind eine innerkirchliche Angelegenheit. Wer das «reformiert.» nicht mehr erhalten will, lässt sich aus der Abonnentenliste streichen oder nimmt an einer Kirchgemeindeversammlung teil und versucht, eine Mehrheit davon zu überzeugen, dieses Kollektiv-Abonnement aufzukündigen. Übrigens, liebe Frau Geissbühler, wird auch aus der Rechnungsablage und aus dem Budget der Kirchgemeinden ersichtlich, was diese Zeitschrift kostet. Dann gibt es noch andere Blättchen, wie zum Beispiel die SVP-Zeitung oder «Eltern gegen Drogen», die bei mir ungefragt ins Haus flattern, ohne dass der Kanton dafür verantwortlich wäre. Wir lehnen die gesamte Motion ab.

Beat Giaume, Ittigen (PLR). Wir führen eine reduzierte Debatte über einen reduzierten Vorstoss, der kaum mehr eine Motion ist. Natürlich gibt es Personen, die dem Inhalt des «reformiert.» kritisch gegenüberstehen. Die Meinungen zur Aufgabe und zur Stossrichtung der reformierten Kirche gehen in unserer pluralistischen Gesellschaft auseinander. Das haben wir bei der Beratung des Berichts zum Verhältnis von Kirche und Staat im Kanton Bern bereits gesehen. Die FDP lehnt beide Punkte der Motion ab. Zu Punkt 2: Der Staat soll also eine Informationsaufgabe übernehmen. Ansonsten

verlangen die Motionäre jedoch immer mehr Gemeindeautonomie. Wie mündig sind nun unsere Bürgerinnen und Bürger, dass sie nicht selber herausfinden können, wer der Herausgeber ist? Wann soll der Staat informieren, und wann nicht? Wo mischt er sich ein, und wo nicht? Wann liegt ein überragendes öffentliches Interesse vor?

Zu Punkt 3: Die Motionärin fordert, dass jede kirchensteuerpflichtige Person selber über ein Abonnement entscheiden kann. Tatsache ist aber, dass die Kirchgemeinden über eine Gemeindeautonomie verfügen. Ein Beispiel: Ich bezahle seit über 40 Jahren Kirchensteuern, doch seit über 30 Jahren habe ich weder die Vorgängerzeitschrift noch das «reformiert.» erhalten. Es gibt Kirchgemeinden wie etwa Bolligen oder Ittigen, die eigene Kirchenblätter herausgeben. Dies wurde vermutlich an einer Kirchgemeindeversammlung auf demokratische Weise so beschlossen. Anders sieht es bei den juristischen Personen aus: Diese können weder austreten noch auf die Mittelverwendung Einfluss nehmen. Dies haben wir anlässlich der vergangenen September-Session eingehend besprochen. Der Grosse Rat hat deutlich festgehalten, dass er eine negative Zweckbindung bei der Kirchensteuer für juristische Personen vorsehen will. In diesem Sinne hoffen wir, dass wir uns auch bei der Beratung des Gesetzes mit der Frage befassen werden, wie wir mit den juristischen Personen umgehen wollen. Ich wiederhole: Die FDP-Fraktion lehnt beide Punkte ab.

Adrian Wüthrich, Huttwil (PS). Mein Vorredner hat es geschafft, dieser Debatte noch zu etwas Fleisch am Knochen zu verhelfen. Er hat die Diskussion über die Kirchensteuern der juristischen Personen angesprochen. Ich möchte nun nicht auf diese Frage eingehen, sondern etwas zu den weniger brisanten Punkten dieser Motion sagen. Punkt 2 ist aus unserer Sicht erledigt. Es steht auf dieser Zeitschrift klar geschrieben, dass sie unabhängig ist. Darüber muss der Staat nicht zusätzlich informieren. Wenn man diese Argumentation weiterführen wollte, müsste man noch weitere Informationspflichten hinzufügen. Zum dritten Punkt: Dem Brief, den der Verein «reformiert.» uns geschickt hat, entnehmen Sie, dass man sich durchaus abmelden kann. Unsere Fraktion sieht hier keinen Handlungsbedarf. Wir fragen uns hingegen, wie es um die Pressefreiheit in diesem Land bestellt ist, wenn wir nun über eine solche Motion sprechen. Wir hätten uns gewünscht, dass die Motion zurückgezogen würde. Wir müssen die Pressefreiheit in diesem Land hochhalten und sollten deshalb auch hier drin nicht über solche Dinge diskutieren. Ich bitte Sie im Namen meiner Fraktion, die beiden übrig gebliebenen Punkte abzulehnen.

Philippe Messerli, Nidau (PEV). Die EVP-Fraktion lehnt die beiden übrig gebliebenen Punkte der Motion ebenfalls einstimmig ab. Was auch immer für berechtigte oder unberechtigte Vorwürfe gegen die Zeitschrift «reformiert.» vorgebracht werden, die Mitglieder des Grossen Rats und der Kirchendirektor sind die falschen Ansprechpersonen. Wir fordern die Motionärin sowie all jene Personen, die Mühe mit dieser Zeitschrift bekunden, dazu auf, sich an die Kirchgemeinden zu wenden oder Leserbriefe zu schreiben. Es handelt sich hier um eine innerkirchliche Angelegenheit. Es geht um die Frage, in welcher Form sich diese Zeitschrift organisiert, wer die Herausgeber sind, und welche Inhalte diese Zeitschrift verbreitet. Zu Punkt 2: Es besteht kein ausreichendes öffentliches Interesse, welches es rechtfertigen würde, dass die Regierung die Öffentlichkeit über die rechtliche Stellung der Zeitschrift «reformiert.» aufklärt. Dazu kommt, dass die Kirchgemeinden, die Mitglieder dieses Vereins sind und diese Zeitschrift abonniert haben, durchaus Mitwirkungs- und Mitbestimmungsrechte haben. Dies steht im Gegensatz zu dem, was die Motionärin im Vorstosstext behauptet. Zu Punkt 3: Abonnenten sind wie gesagt die Kirchgemeinden. Sie entscheiden darüber, ob die Zeitschrift abonniert wird oder nicht. Was die unerwünschte Zustellung betrifft, hat jede Person das Recht, auf eine Zustellung zu verzichten, ob durch eine Löschung der Adresse oder durch eine Negativliste bei der Post. In diesem Sinne bitte ich Sie, diese Motion abzulehnen.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Auch wir lehnen diese Motion ab. Es ist wirklich nicht die Aufgabe des Regierungsrats, sich in den Inhalt und den Versand der Mitgliederzeitschrift eines Vereins einzumischen. Ich habe aber ein gewisses Verständnis für den Ärger von Herrn Fuchs und Frau Geissbühler darüber, dass eine Institution, die jedes Jahr mit Dutzenden von Millionen Franken subventioniert wird, politische Botschaften verbreitet. Dieses Problem löst man jedoch nicht, indem man sich in die redaktionelle Arbeit einmischt. Man hätte es vielmehr durch eine Trennung von Kirche und Staat lösen können. Dann hätte die Kirche ihren zahlenden Mitgliedern schreiben können, was sie will, und der Staat wäre aus dem Spiel gewesen. Dies haben Herr Fuchs und Frau Geissbühler jedoch abgelehnt. Jetzt müssen wir damit leben, dass wir diese Publikation weiterhin

querfinanzieren. Dann müssen wir aber auch damit leben, dass ab und zu etwas darin steht, das vielleicht nicht allen Grossrätinnen und Grossräten passt. Aus diesen Gründen lehnen wir diese Motion ab.

Maria Iannino Gerber, Hinterkappelen (Les Verts). Ich bin etwas überrascht, dass ich die einzige Frau bin, die zu einem Thema Stellung nimmt. Das passiert mir zum ersten Mal. Warum soll sich die Kirche nicht politisch äussern oder kontrovers sein dürfen? Unsere Handlungen, das Zusammenleben und der gesellschaftliche Austausch sind immer politisch. Auch ich erhalte regelmässig «Extra-Blätter», die ich nicht bestellt habe, die mir zuweilen zum Hals heraushängen und denen ich inhaltlich überhaupt nicht zustimmen kann. Sie wandern direkt ins Altpapier. Am liebsten möchte ich sie nicht einmal in die Hand nehmen. Ich denke, die Grossrätinnen und Grossräte sollten sich nicht instrumentalisieren lassen, sondern die demokratischen Spielregeln und Prozesse respektieren. Wenn alle hier im Saal jedes Mal, wenn sie etwas stört, einen Vorstoss einreichen würden, hätten wir hier unendlich viele Vorstösse zu behandeln. Die grüne Fraktion lehnt jede Medienzensur ganz klar ab und ist auch entschieden gegen diesen Vorstoss.

Alfred Bärtschi, Lützelflüh (UDC). Es geht nur noch um die Punkte 2 und 3. Bei Punkt 2 geht es vor allem um eine Kennzeichnung. Wir möchten die Redaktion dazu auffordern, vielleicht etwas klarer zu deklarieren, wer hinter dieser Zeitschrift steht. Bei Punkt 3 geht es um Automatismen. Wir haben heute Morgen im Rahmen anderer Debatten bereits gehört, dass man diese Automatismen eigentlich nicht haben möchte. Wir empfehlen, zu prüfen, ob man das Ganze nicht wenigstens umkehren könnte, in dem Sinne, dass diejenigen, die diese Zeitschrift haben wollen, sie bei der Kirchgemeinde bestellen müssen. Unsere Fraktion würde einem Postulat mehrheitlich zustimmen, ist aber gegenüber der Motion gespalten.

Le président. Nun hat Thomas Fuchs als Mitmotionär das Wort.

Thomas Fuchs, Berne (UDC). Ich bin der Meinung, dass sich der Kirchendirektor auch schon in Dinge eingemischt hat, die ihn nichts angehen. In diesem Fall wäre eine Einmischung angebracht, wenn man sieht, wie viele Millionen man hier zur Verfügung stellt. Wir wollen lediglich Transparenz schaffen. Zudem wollen wir nicht, dass nur noch über gewisse Dinge berichtet wird. Wenn die Zeitung «reformiert.» so weitermacht, muss man sich auch nicht wundern, wenn immer mehr Leute aus der Kirche austreten. Es geht somit um Transparenz, was die Linken eigentlich unterstützen sollten. Noch ein Wort an Ulrich Stähli und Maria Iannino: Das «Extra-Blatt» dient zu Ihrer Weiterbildung, das erhalten Sie auch weiterhin.

Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques. Was ist eine Kantonsaufgabe? Dies ist eine schwierige Frage. Wenn ich mich recht erinnere, wollen Sie die Steuern senken. In diesem Fall sollte man auch weniger Ausgaben verursachen. Ich weiss, dass sich andere Staaten, wie etwa die Türkei oder Ungarn, um den Inhalt von Printprodukten kümmern. Auf dem zur Diskussion stehenden Printprodukt steht «unabhängig und liberal», doch was heisst das konkret? Die Motionärin und der Motionär gehen davon aus, dass die Zeitschrift «reformiert.» dieselben Kommunikationsregeln beachten muss, wie sie für die Publikation einer staatlichen Behörde gelten. Doch dieses Druckerzeugnis ist in rechtlicher, finanzieller und redaktioneller Hinsicht unabhängig. Ich möchte Ihnen etwas mit auf den Weg geben: Ich muss täglich vieles lesen. Wenn ich etwas nicht lesen will, dann lege ich es einfach ins Altpapier. Man kann auf diese Publikation verzichten und zum Beispiel einen entsprechenden Aufkleber am Briefkasten anbringen. Ich muss Grossrat Köpfli widersprechen: Es braucht keine Trennung von Kirche und Staat, um dies zu bewerkstelligen. Doch der Staat will und kann hier keine Zensur betreiben. Die Kirchgemeinden selber können sich nicht auf die Pressefreiheit berufen, weil sie sich als staatliche Organe nicht auf die Freiheitsrechte berufen können. Aber die Zeitschrift «reformiert.» kann dies tun. Weil das Ganze als innerkirchliche Angelegenheit gilt, will sich der Kanton Bern hier auch nicht einmischen. Wir haben auch nicht das Geld dazu. Zudem haben wir Besseres zu tun. Doch ich bin froh um diese Diskussion. Wer nun findet, ein Artikel gefalle ihm nicht, der darf die Zeitschrift ungeniert ins Altpapier legen. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss abzulehnen.

Le président. Wir kommen zur Abstimmung. Ich habe keinen Antrag auf eine ziffernweise Abstimmung erhalten. Somit befinden wir gesamthaft über die beiden Ziffern. Wer die beiden verbliebenen Ziffern der Motion Geissbühler annehmen will, stimmt ja, wer dies ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2 et 3)

Décision du Grand Conseil:

Rejet

Oui 16

Non 120

Abstentions 0

Le président. Sie haben die verbleibenden zwei Ziffern der Motion abgelehnt. Damit haben wir die Geschäfte der JGK bereinigt. Ich bedanke mich bei Regierungsrat Neuhaus und seinen Mitarbeitenden und wünsche ihnen einen schönen Nachmittag.